



Déclaration politique de la Coordination Communiste

Novembre 2005

Le cri de révolte de la jeunesse : Nous voulons un avenir !

« *On dit d'un fleuve emportant tout qu'il est violent mais on ne dit jamais rien de la violence des rives qui l'enserrent* ». Cette phrase de Bertolt BRECHT résume parfaitement l'explosion de colère qui a incendié voitures, écoles, commerces, etc.

Ces jeunes s'appellent Jean-Pierre, Karim, Moussa, Sophie, Malika ou Virginie, souvent des adolescents. Ils et elles ont entre 12 et 25 ans, sont français pour l'écrasante majorité, quelquefois immigrés (120 sur plus de 3000 arrestations). Diplômés ou sans diplôme, ils et elles vivent en famille, dans les quartiers populaires qui concentrent 40, 50, et jusqu'à 60% de taux de chômage (à comparer à la moyenne nationale de 10%) Ils et elles subissent une discrimination à l'embauche liée à leur origine « raciale », culturelle, religieuse, mais aussi de quartier. Ils et elles connaissent l'échec scolaire induit par l'insuffisance des moyens financiers, matériels et humains (professeurs, personnels) investis dans leurs écoles, collèges, lycées, lycées professionnels. Ils et elles connaissent la situation sociale de leurs parents.

Ces jeunes qui s'affrontent avec la police ne sont pas des « voyous » comme nous le présente le ministre de l'intérieur qui n'a de cesse de provoquer les habitants des quartiers populaires en insultant leurs enfants et en les traitant de « racailles ». Non ! A l'origine des émeutes, il y a la mort de deux jeunes adolescents qui fuyaient les forces de police. Ces morts ne sont pas « une bavure ». C'est par dizaines que se comptent aujourd'hui les jeunes de ces quartiers victimes

des violences policières. Ces décès sont autant de gouttes d'eau qui font régulièrement déborder le vase d'une colère contenue.

Les causes de la misère qui se développe dans ces quartiers sont les mêmes que celles qui provoquent la colère des salariés. Les gouvernements successifs de droite comme de gauche n'ont pas cessé de voter des lois et de prendre des mesures pour faciliter les licenciements, pour instaurer la précarité, pour diminuer le pouvoir d'achat, pour encourager les délocalisations.

Si ces politiques ont abouti à l'enrichissement d'une petite minorité - les patrons et autres spéculateurs- elles ont aussi produit la misère pour la grande majorité. Cette misère se traduit quotidiennement par l'augmentation du nombre de SDF vivant et mourant dans les rues de nos villes (avec de plus en plus de jeunes et de femmes), par l'augmentation de 50% des plans de surendettement, par l'accroissement du nombre des mal-logés et l'exploitation éhontée des logements insalubres comme l'ont démontré récemment les incendies de la région parisienne. Elle se traduit aussi par la suppression des services publics dans les quartiers ouvriers et populaires et dans les zones rurales .

La dérive fascisante de la droite libérale au pouvoir se manifeste là aussi dans l'instrumentalisation raciste de l'explosion de la légitime colère de classe de la jeunesse populaire, ouvrière et privée d'emploi. La surenchère guerrière de Sarkozy est en réalité

une manifestation concrète de la fascisation de la classe politique et de la stratégie politique faisant du racisme un moyen politique de conquête et de préservation du pouvoir. Un autre signe est l'attaque hystérique d'élus UMP contre la culture, elle-même, de ces quartiers populaires à travers la demande de poursuite judiciaire de 7 groupes de rap.

Après la loi pseudo-laïque du « *foulard islamique* », après la loi du 23 février 2005 justifiant le colonialisme en lui apprêtant une dimension « *positive* », après les insultes du « *nettoyage au karcher* », voilà maintenant que les incendiaires populistes nous expliquent que « *la violence urbaine est due aux étrangers qui pratiquent la polygamie* ».

La presse bourgeoise aura beau tenter de présenter ces jeunes comme une « *réalité à part* » afin de nous en désolidariser. Nous savons, nous, que c'est notre jeunesse populaire qui est aujourd'hui réprimée comme est réprimée toute tentative de s'opposer aux plans de la bourgeoisie. Ceux qui frappent et tirent sur ces jeunes obéissent aux ordres de ceux qui répriment et criminalisent les grévistes de la SNCM, les lycéens, les Sans Papiers en lutte, les paysans qui arrachent les OGM ou mettent le feu à des bâtiments publics et les syndicalistes de combat. Tous, à leur manière, expriment le ras le bol de la broyeuse sociale de la machine capitaliste qui écrase tout. **Ce mouvement de prolétaires, parmi les plus précaires et les plus opprimés, est le second coup de semonce asséné au pouvoir après l'insurrection par les urnes du 29 mai.**

Oui, il y a nécessité de gagner la proclamation de l'état d'urgence sociale.

La rébellion des jeunes des quartiers populaires exprime, en plus de la contestation de leur galère au quotidien, leur rejet du racisme d'Etat, leur rejet du racisme au quotidien. Rappelons qu'ils font partie de la jeunesse de notre pays qui, par millions, avec les travailleurs fortement mobilisés le 1^{er} mai, ont battu le pavé des villes de France entre le 21 avril et le 5 mai 2002 pour défaire Le Pen, le candidat fasciste présent au second tour des élections présidentielles. Le ministre de l'intérieur doit lui aussi être défait. Il doit démissionner et présenter des excuses officielles, pour ses insultes, ses stigmatisations et amalgames et pour avoir donné de fait un crédit institutionnel aux discours populistes haineux du FN. De plus, nous exigeons du Président de la République qu'il adresse à la jeunesse qui s'est révoltée un signe fort, comme un début de réponse, en décrétant une loi d'amnistie.

Cette jeunesse-là est la France d'aujourd'hui et de demain, la classe ouvrière d'aujourd'hui et de demain. La forme – aux effets immédiatement contre productifs - prise par sa révolte impose la nécessité d'une présence militante politique et syndicale dans les quartiers ouvriers et populaires. Elle pose la question fondamentale de l'organisation syndicale et de masse des chômeurs, des précaires et des rmistes, la nécessité d'organiser des luttes dans ces quartiers pour la satisfaction des revendications liées à l'emploi, au cadre de vie, à l'accès aux services publics et aux soins, à l'école, etc. En un mot ce qu'il faut, c'est la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire lié aux masses et animant ces luttes en vue de la conquête politique du pouvoir de classe prolétarien.



Supplément au journal *Chantiers*

Journal de la Coordination Communiste
pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire

Pour tout contact, pour être informés de nos initiatives,
pour s'abonner à *Chantiers* (10 €/ 6 n°)

Coordination Communiste 59/62
BP 51, 59007 Lille Cedex
coordcommuniste@numericable.fr